FNEC FP FO

COMITÉ
SOCIAL D'ADMINISTRATION
MINISTÉRIEL
JEUNESSE ET SPORTS

SCRUTIN DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026

DÉFENDRE LES PERSONNELS,

DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC



Élections professionnelles
2026
du 3 au 10 décembre
je vote
FNEC FP-FO

Profession de foi

COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION
MINISTÉRIEL JEUNESSE ET SPORTS

NOS REVENDICATIONS



FO DÉFEND LES SALAIRES

Force Ouvrière, 1er syndicat de la Fonction publique de l'Etat, refuse la vie chère et revendique une augmentation générale des salaires pour tous les personnels de toutes catégories.

FO n'a donc de cesse d'exiger de véritables négociations pour augmenter le point d'indice des fonctionnaires, à hauteur du pouvoir d'achat perdu(- 32 % depuis 2000) !

La confédération FO exige le blocage des prix du carburant à 1,50 euro.

DES POSTES STATUTAIRES TOUT DE SUITE !

Force Ouvrière revendique la mise en œuvre d'un véritable plan de recrutement à Jeunesse et Sports à tous les échelons territoriaux et dans les établissements, sur statut

Force Ouvrière réclame une meilleure information des agents sur les sujets RH, ces derniers étant les grands oubliés des rectorats depuis l'intégration à l'Éducation nationale

DÉFENSE DES RETRAITES ET DES RÉGIMES SPÉCIAUX !

Abrogation de la réforme Macron-Borne et de toutes les contre-réformes, retour à la retraite à 60 ans pour 37,5 annuités, non au régime universel par points, maintien du code des pensions civiles et militaires et des pensions calculées sur la base des 75% du traitement indiciaire des 6 derniers mois.

DÉFENSE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE JEUNESSE, D'ÉDUCATION POPULAIRE, DE VIE ASSOCIATIVE ET DE SPORTS !

Défendre les intérêts des agents à tous les échelons territoriaux : administration centrale, DRAJES et SDJES, CREPS et autres établissements publics de Jeunesse et Sports.

Défendre les missions de Service public d'État face aux dévoiements de l'Agence du sport et du ministère de l'Éducation nationale.

Défendre dans chaque service un niveau d'emploi et de recrutements statutaires à la hauteur des missions et des besoins.

Faire respecter des règles nationales applicables à tous les agents, et sur tout le territoire.

Défendre le Statut général et les statuts particuliers attaqués de toutes parts, car ils restent aujourd'hui un rempart contre la casse orchestrée du Service public.

Défendre les conditions de travail de plus en plus dégradées par les réformes et restructurations, faisant exploser les risques de burn-out.

Continuer de revendiquer le retour à un ministère de la Jeunesse et des Sports de plein exercice, sans tutelle.